



COMMUNIQUÉ  
Pour diffusion immédiate

Budget 2009-2010

*Le Québec replonge dans un déficit structurel :*

**« Malheureusement, nous commençons à payer pour 5 ans de laisser-faire par le gouvernement libéral de Jean Charest. »**

- Émilien Pelletier

Saint-Hyacinthe, le 23 mars 2009 – Le député de Saint-Hyacinthe, **Émilien Pelletier**, fait le triste constat d'un probable retour à des années difficiles pour les Québécoises et les Québécois à la suite de la présentation du budget 2009-2010. « On voit maintenant très bien que Jean Charest a précipité le Québec en élection, à l'automne 2008, pour éviter d'avoir à rendre des comptes sur son triste bilan », a-t-il affirmé. En effet, « ce budget nous place devant le pire des scénarios : un gros déficit sans plan de relance », a poursuivi **Émilien Pelletier**, indigné par la manoeuvre du premier ministre.

M. Pelletier dénonce le fait que le gouvernement libéral ait atteint des sommets dans l'utilisation de contorsions comptables pour faire croire à un quelconque plan de relance. Au total, le gouvernement n'investit réellement que 242 M\$ dans de nouvelles mesures cette année et 237 M\$ l'an prochain alors que le budget fait état de 3,4 M\$ de nouvelles « liquidités injectées dans l'économie ». L'écart entre les montants annoncés et les montants réellement dépensés par le gouvernement provient de sommes investies par des tiers et qui auraient été investies de toute manière (Fonds de solidarité 500 M\$, Caisse de dépôt 250 M\$) et d'emprunts pour bonifier les activités de la Société générale de financement et d'Investissement Québec. Le gouvernement relance le Régime d'épargne actions (RÉA) qu'il avait lui-même aboli lors du premier budget libéral, mais l'effet attendu ne peut être qu'à moyen et long terme.

Il est vrai que le gouvernement libéral est revenu sur ses orientations et a décidé de recapitaliser Investissement Québec et la SGF au cours des 4 derniers mois, mais les nouveaux gestes financiers mettront de nombreux mois à se réaliser alors que les 5 années d'inactivité se font sentir plus que jamais. Le gouvernement libéral n'a pas profité des années précédant la crise économique pour améliorer la situation financière du Québec. Il a plutôt réalisé des déficits importants alors qu'il prétendait à l'équilibre budgétaire. Le Vérificateur général a confirmé que des déficits accumulés de 3,3 MM\$ apparaissent au bilan du gouvernement Charest. Avec le ralentissement économique, le déficit structurel explose à 3,9 MM\$ en 2009-2010 et à 3,8 MM\$ l'année suivante.

Pour ajouter à la situation, le gouvernement libéral confirme que les transferts fédéraux seront gelés à partir de 2010, notamment à cause de la coupure d'un milliard à la péréquation. Le Québec ne pourra donc pas compter sur Ottawa pour se sortir de cette crise financière. « Après avoir ridiculisé en campagne électorale le chef du Parti Québécois, madame Pauline Marois, parce qu'elle avait dénoncé cette coupure d'un milliard à la péréquation, voilà que Jean Charest n'a d'autre choix que d'admettre que la coupure est bien réelle », a souligné **Émilien Pelletier**.

La dette du Québec sera accrue de 20 MM\$ en deux ans, une croissance historique. La ministre des Finances a donc annoncé que deux lois devront être modifiées pour rendre la loi conforme au présent budget : la Loi sur l'équilibre budgétaire et la Loi sur le Fonds des générations. Ainsi, le gouvernement évite d'avoir à présenter un plan de remboursement du déficit ainsi que de respecter les ratios d'endettement prévus à la Loi sur le Fonds des générations. « Le gouvernement maintient cette année son versement de 715 M\$ au Fonds des générations, mais le fait en empruntant l'argent ! C'est vraiment le comble du cynisme ! » a lancé **Émilien Pelletier**.

Après avoir écarté sans nuance l'éventualité de récupérer l'espace fiscal libéré par la baisse de la TPS fédérale et reproché au Parti Québécois d'avoir amorcé le débat sur le transfert fiscal d'une partie de la taxe de vente depuis deux ans, le gouvernement Charest haussera la TVQ à 8,5 % à partir de janvier 2011. Cette hausse de taxe représente à peine davantage que le milliard \$ que le Québec s'est vu couper en paiements de péréquation au cours de la campagne

